

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 596

30 mars 2011

SOMMAIRE

Auscomar S.A.	28590	EF (Luxembourg) S.à r.l.	28585
AWAS Finance Luxembourg S.à r.l.	28590	Egina S.à r.l.	28584
C 2004	28604	Eiskaffee Venezia s.à r.l.	28585
C 2004	28604	Elifin S.A.	28587
C 2004	28562	Empfang Invest S.A.	28587
C 2004	28562	Empfang Invest S.A.	28587
C 2004	28562	EPI Light S.à r.l.	28588
Canonbury S.A.	28562	EPI Oakwood GP 2 S.à r.l.	28588
Cared S.A.	28563	EPISO Advisory S.à.r.l.	28588
Cese Finance et Immobilière S.A.	28563	Episo Boxes S.à.r.l.	28588
Cese Finance et Immobilière S.A.	28564	EPISO BTS S.à.r.l.	28589
Champavère Holding	28563	EPISO Cake S.à.r.l.	28589
Cinq.A. S.A.	28564	EPISO CPH S.à.r.l.	28589
Clarance S.à r.l.	28562	EPISO Dartford S.à r.l.	28604
Clovis S.A.	28564	EPISO France S.à r.l.	28604
CMC-MIB	28580	Episo Heathrow S.à.r.l.	28607
CMC-MIB	28564	EPISO Holding 11 S.à.r.l.	28605
Coke S.A.	28580	EPISO Holding 14 S.à.r.l.	28608
Collectors S.à r.l.	28581	EPISO Jeeves S.à.r.l.	28608
Conafex Holdings	28581	EPISO Office 12 S.à.r.l.	28608
Cotec S.A.	28581	Espace 2001 S.A.	28605
Davidson Consulting SA	28582	Euroinvest (Hungary 1) S.à r.l.	28606
D.B.W.	28581	Evimmo S.A.	28607
Dentsply CE S.à r.l.	28582	Evimmo S.A.	28607
Dinagui S.A.	28582	Ewald WOLTER S.à r.l.	28584
DL Invest	28582	F. Deltgen Sàrl	28607
Doradem S.à r.l.	28583	Hellas Telecommunications (Luxem- bourg)	28586
DTLeurope GmbH	28583	Partners Group Global Value 2011 S.C.A., SICAR	28565
DUHR Frères S. à r.l.	28584	PEIF II S.C.A.	28590
Dupont Immobilière S.à r.l.	28582	Weather Finance III S.à r.l.	28605
DWM Funds S.à r.l.	28583		
ECS Logistic, Sàrl	28585		
Eden Investments N°1 S.à r.l.	28584		

C 2004, Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 65.348.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022958/9.

(110027851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

C 2004, Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 65.348.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022959/9.

(110027859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

C 2004, Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 65.348.

Les comptes annuels au 31/12/2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022960/9.

(110027891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Clarance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 100.911.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 29 décembre 2010, les Associés:

- Prononcent la clôture de la liquidation et constate que la société a définitivement cessé d'exister;
- Décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir du 29 décembre 2010 au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011022962/15.

(110027154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Canonbury S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 103.961.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 11 février 2011 a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Marjoleine van Oort, en tant qu'Administrateur de la société, est acceptée avec effet immédiat.
- Madame Elisabeth Maas, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel Administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2016.

Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011022971/16.

(110027864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Cared S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 100.953.

—
Extrait du conseil d administration du 01/02/11

1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1^{er} février 2011.

2. DIVERS

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- M. Stéphane Warnier, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011022972/18.

(110027454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Cese Finance et Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 43.440.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF

EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011022974/13.

(110027432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Champavère Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 153.153.

—
Extrait du conseil d administration du 01/02/11

1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1^{er} février 2011.

2. DIVERS

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011022976/17.

(110027455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Cese Finance et Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 43.440.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF

EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011022975/13.

(110027433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Cinq.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 123.934.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022977/9.

(110027760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Clovis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 95.065.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire tenue à 10.00 heures en date du 11 février 2011 que:

L'assemblée a accepté la démission du 11 février 2011 du liquidateur de la société, Monsieur Corrado COEN.

L'Assemblée a élit au poste de liquidateur Monsieur Adriano ROVELLI, né le 31.07.37, demeurant en Italie, à 20519 MILAN, rue Valtellina, 58, résidant en Italie à 20010 SEGRATE, rue Alighieri, 5.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.02.11.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2011022978/17.

(110027190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

CMC-MIB, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 129.160.

EXTRAIT

Les associés, dans leurs résolutions du 14 février 2011, ont renouvelé les mandats des gérants;

- M. Derry CROWLEY, expert comptable, Building G, West Cork Technology Park, Clonakility, Co. Cork, Irlande, gérant A;

- M. Donal McCARTHY, expert comptable, Building G, West Cork Technology Park, Clonakility, Co. Cork, Irlande, gérant A;

- M. Richard HAWEL, directeur de sociétés, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg, gérant B.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Pour CMC-MIB

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2011022979/19.

(110028104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Partners Group Global Value 2011 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 158.021.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth of December.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Partners Group Management II S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, represented by Sami Nummela, private employee, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 20 December 2010; and

2. Partners Group Holding AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Switzerland, represented by Sami Nummela, prenamed, pursuant to a proxy dated 20 December 2010.

The proxies signed *ne varietur* by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association of a société en commandite par actions which they form between themselves (the "Articles"):

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions with variable capital qualifying as investment company in risk capital under the law of 15th June 2004, as amended, (the "2004 Law") under the name of "Partners Group Global Value 2011 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December 2024, provided that the Corporation by Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to invest in Partners Group Global Value 2011, L.P. (the "Fund"), representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for investing in the Fund, holding short-term bank deposits and short-term borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the Manager. If and to the extent permitted by law, the Manager may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

(a) The share capital of the Corporation shall be represented by Shares without par value and shall at all times be equal to the Corporation's total net assets.

(b) The Corporation is incorporated with the minimum share capital provided by law.

(c) The Manager may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) The share capital of the Corporation shall be represented by the following classes of Shares:

(i) Ordinary Shares issued to Investors, generally for a subscription price of one thousand Euro (EUR 1,000); and

(ii) Manager Shares issued to the Manager, generally for a subscription price of one Eurocent (EUR 0.01).

(e) No preferential subscription rights are granted.

(f) The Manager may fully or partially return to Shareholders the amounts paid in connection with the subscription of Shares, provided that such amounts may be callable at times and under the conditions determined by the Manager.

(g) The total amounts contributed to the Corporation by a Shareholder are referred to as "Contributions".

(h) The Manager will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Share Offering period may, in the discretion of the Manager, be extended by up to 12 months.

(i) The Manager acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(j) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million Euro (EUR 1,000,000).

Art. 6. The Manager.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management II S.à r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "Manager").

(b) The Manager is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The Manager shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Shareholders.

Art. 7. Liability of Investors.

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the subscription price on any Ordinary Shares and any Undrawn Commitment, (ii) the return of distributions, and (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter).

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The Manager will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with evidence that the purchaser has assumed all obligations in connection with the Undrawn Commitment relating to the respective Interest and such other documentation as the Corporation may require.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Undrawn Commitment (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the Manager, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, a respective Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhand") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the Manager provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will only be issued as registered securities.

(h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) Investors will undertake to subscribe for Ordinary Shares in an amount as set out in the Subscription Agreement (each a "Commitment").

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be five million Euro (EUR 5,000,000), although the Manager reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the Manager will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in Euros, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The Manager on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors (according to the term defined hereafter) shall be permitted to hold an Interest in the Corporation.

(c) The Manager may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) Where the Corporation determines that an Investor is not an Eligible Investor, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Manager may require, the Manager may require such Investor to sell all or part of its Interest in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the Manager obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Manager, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 1:45 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in two thousand and twelve. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the Manager.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the Manager instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each Manager Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the Manager.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the Manager and requires prior approval by the Luxembourg supervisory authority.

(h) Whenever the limited partners of the Fund are required or permitted to take any action by vote, such matter shall be presented to the Shareholders for their consent. The approval of the Corporation shall be based on a simple majority of the votes cast.

(i) The Manager shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(j) The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(k) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Art. 13. Manager Powers.

(a) The Manager has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the Manager.

(b) The Manager shall determine the investment policy and the borrowing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(c) The Manager is authorized to borrow on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize borrowings for temporary liquidity purposes (i.e. up to six months) and subject to rates commercially available for such borrowing. The maximum borrowing on behalf of the Corporation is not allowed to exceed 10% of the aggregate Commitments to the Corporation.

(d) The Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the Manager or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Manager.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the Manager or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being

reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Manager prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to the aggregate amount of distributions previously made to them, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Corporation. The Corporation may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Corporation after the liquidation of the Corporation.

Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.

(a) No redemption of Shares may be requested by the Shareholders.

(b) A redemption of Shares at the discretion of the Manager shall in particular be possible:

(i) in respect of the Shares issued in connection with the incorporation of the Corporation;

(ii) for the purpose of temporarily returning to Shareholders a portion of the capital paid in connection with any Share Offering or Drawdown; and

(iii) for the purpose of distributing proceeds from investments, provided that such distributions qualify as return of capital rather than payment of dividends.

(c) Shares will generally be redeemed for:

(i) the respective subscription price in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(i); and

(ii) the last reported Net Asset Value in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(ii) and (iii).

(d) Redeemed Shares will be cancelled by the Corporation.

(e) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares and fails to honour its commitment to make further Contributions within the timeframe required,

then the Manager has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the Manager to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(f) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in the limited partnership agreement constituting the Fund and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17(e)(ii) then the Manager may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares, in particular if the general partner of the Fund terminates the respective proportionate interest in the Fund pursuant to the relevant provisions of the limited partnership agreement of the Fund by reason of the Investor's default.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

(a) The net asset value of Ordinary Shares in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value in accordance with fair valuation methods shall be expressed as a per share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities to Ordinary Shares according to the aggregate Contributions of Ordinary Shares, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which Ordinary Shares may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to Ordinary Shares by the total number of Ordinary Shares on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the applicable accounting principles.

(d) Other fair valuation methods may be used if the Manager considers that another method better reflects the value of the assets if circumstances and market conditions so warrant. The fair valuation methods would then be used accordingly. Valuation methods will be used on a consistent basis.

(e) The Net Asset Value for Ordinary Shares will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

(c) Accounting of the Corporation shall be based on the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Lux GAAP).

Art. 20. Distributions.

(a) Within the limits provided by law and in respect of Ordinary Shares, the annual general meeting of Ordinary Shareholders shall, upon the proposal of the Manager, determine how the results allocated to Ordinary Shares shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Interim distributions may be paid out on Ordinary Shares upon the decision of the Manager.

(c) The Manager shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be distributed by the Manager from time to time, provided that the Manager may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the Manager or for re-investment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The Manager will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds; Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(iii) The Manager shall not distribute securities to Shareholders other than at the time of dissolution of the Corporation or with the approval of a simple majority of the votes cast with respect to Ordinary Shares in issue.

(d) Distributions will be made to the Shareholders in each case in proportion to their Contributions.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to Shareholders pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. Subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority, these Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, ("1915 Law"). In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

Art. 23. Governing Regulation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 24. Definitions. These definitions form an integral part of the Articles.

Eligible Investors	Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors and are fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 Euro in the Corporation or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation. Any investor that is a U.S. person must be an "accredited investor" as defined in Rule 501 (a) of Regulation D under the Securities Act and a "qualified purchaser" as defined in the U.S. Investment Company Act.
Entry Charge	A charge which may be levied on an investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.
Interest	An Investor's interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Undrawn Commitment.
Investor(s)	The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with the Subscription Agreement. For the avoidance of doubt, any affiliate of the Manager who has acquired or has committed to acquire Ordinary Shares shall be deemed an Investor.
Manager Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the Manager.
Ordinary Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor.
Undrawn Commitment	The total number of Shares that an Investor has committed to acquire in the Subscription Agreement less the number of Shares subscribed and fully paid by such Investor.
Shares	The Ordinary Shares and the Manager Shares.
Shareholders	The holders of Ordinary Shares and Manager Shares.
Subscription Agreement	The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Shares.
U.S. person	Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.
Valuation Day	The last day of each month.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 4,000.-.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

	Subscribed capital	Paid-in amount	Number of shares
1) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	EUR 30,999.98	EUR 30,999.98	3,099,998 Manager Shares
[2) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed]	EUR 1,000	EUR 1,000	1 Ordinary Share
[3) Partners Group Holding AG, prenamed]	EUR 1,000	EUR 1,000	1 Ordinary Share
TOTAL	EUR 32,999.98	EUR 32,999.98	

Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.

Transitional provisions

1. The first accounting year of the Corporation shall begin on the date of its incorporation and end on 31st December 2011.

2. The first annual general meeting of the shareholders of the Corporation will be held in 2012.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General meeting of shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following company is elected as independent auditor:

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., Réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 65477.

The mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in 2012.

II. The registered office of the Corporation is fixed at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named person, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with us, the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundzehn, am neundundzwanzigsten Dezember.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. Partners Group Management II S.à r.l., eine nach den Gesetzen Luxemburgs gegründete Gesellschaft mit Sitz in 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, vertreten durch Herrn Sami Nummela, Privatangestellter, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß Vollmacht mit Datum vom 20. Dezember 2010.

2. Partners Group Holding AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz, vertreten durch Herrn Sami Nummela, vorgeannt, gemäß Vollmacht mit Datum vom 20. Dezember 2010.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom unterzeichneten Notar unterschriebenen Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Registeramt hinterlegt wird.

Die erschienenen Personen haben für die von ihnen vertretenen Parteien den Notar gebeten, die Satzung einer société en commandite par actions, die sie gemeinsam begründen, wie folgt festzuhalten (die "Satzung"):

Art. 1. Errichtung. Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer société en commandite par actions mit variablem Kapital, die als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004, in seiner geänderten Fassung, (das "Gesetz von 2004") qualifiziert, und als "Partners Group Global Value 2011 S.C.A., SICAR" (die "Gesellschaft") firmiert.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2024 errichtet, wobei die Gesellschaft durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzung gefasst wird, vor diesem Datum aufgelöst werden oder um bis zu 3 (drei) zusätzliche Einjahresperioden weitergeführt werden kann.

Art. 3. Zweck.

(a) Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, in den Partners Group Global Value 2011, L.P. (nachfolgend der „Fonds“), der eine Anlage in Risikokapital im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004 darstellt, zu investieren, um ihren Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Die Gesellschaft kann, soweit nach dem Gesetz von 2004 zulässig, alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet, vorausgesetzt, dass die anderen Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

(c) Neben der Anlage in den Fonds darf die Gesellschaft keine weiteren Anlagentätigkeiten ausüben. Davon ausgenommen sind kurzfristige Bankeinlagen sowie kurzfristige Kreditaufnahmen entsprechend Artikel 13 (c).

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Manager beschließen, den Gesellschaftssitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Art. 5. Aktienkapital.

(a) Das Aktienkapital der Gesellschaft besteht aus nennwertlosen Aktien und entspricht jederzeit dem Nettowert der Gesellschaft

(b). Die Gesellschaft wird mit einem Aktienkapital von mindestens einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) entsprechend dem gesetzlichen Mindestbetrag errichtet.

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Das Aktienkapital der Gesellschaft besteht aus den folgenden Aktienklassen:

(i) Stammaktien, die an Gesellschaftsinvestoren zu einem Zeichnungspreis von jeweils eintausend Euro (EUR 1,000) ausgegeben werden; und

(ii) Manager-Aktien, die an den Manager zu einem Zeichnungsbetrag von jeweils einem Eurocent (EUR 0.01) ausgegeben werden.

(e) Es werden keine vorrangige Aktienbezugsrechte gewährt.

(f) Der Manager kann die im Zusammenhang mit der Zeichnung von Aktien eingezahlten Beträge ganz oder teilweise an die Gesellschaftsinvestoren zurückzahlen, wobei diese Beträge zu einem späteren vom Manager bestimmten Zeitpunkt sowie zu von ihm festgelegten Bedingungen zurückgefordert werden kann.

(g) Die Gesamtsumme der von einem Aktionär an die Gesellschaft getätigten Zahlungen werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

(h) Der Manager bestimmt die Zeitpunkte, an denen die Gesellschaft Aktienangebote durchführen kann, um zusätzliche Gesellschaftsinvestoren aufzunehmen (jeweils ein "Aktienangebot"), und kann während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem erstmaligen Aktienangebot weitere Aktienangebote durchführen. Der Manager kann die Aktienangebotsperiode nach eigenem Ermessen um bis zu 12 Monate verlängern.

(i) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Gesellschaftsinvestoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

(j) Das Mindestkapital, wie im Gesetz von 2004 definiert, das innerhalb von zwölf Monaten ab Genehmigung der Gesellschaft als société d'investissement en capital à risque nach Luxemburger Recht erreicht sein muss, beträgt eine Million Euro (EUR 1,000,000).

Art. 6. Der Manager.

(a) Der Komplementär ("associé-gérant-commandité") der Gesellschaft ist Partners Group Management II S.à r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (der "Manager").

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt und solidarisch für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht mit seinem Vermögen für die Zahlung von (i) Ausschüttungen an Aktionäre oder (ii) die Rückzahlung von Kapitaleinlagen an Aktionäre.

Art. 7. Haftung der Gesellschaftsinvestoren.

(a) Den Gesellschaftsinvestoren ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Gesellschaftsinvestoren haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Zeichnungspreis der Stammaktien sowie "Nicht-Abgerufene-Zahlungszusagen" (gemäß definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr (gemäß definiertem Begriff).

Art. 8. Aktienregister.

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden im Aktienregister (das "Aktienregister") geführt. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Aktionärs, ihren Wohnsitz, Gesellschaftssitz oder Domizil, die Anzahl und Klasse der gehaltenen Aktien, den für die Aktien einbezahlten Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und aktuell betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine Stelle, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist.

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung der Übertragung im Aktienregister, nachdem die Gesellschaft ein vollständiges Übertragungsformular zusammen mit dem Beweis, dass der Erwerber sämtliche Verpflichtungen in Verbindung mit der Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage, die mit der betreffenden Beteiligung in Verbindung steht, erfüllt hat und jedwedes andere Dokument, das die Gesellschaft verlangt, erhalten hat.

(e) Gesellschaftsinvestoren können voll eingezahlte Stammaktien an Zulässige Investoren (gemäß definiertem Begriff) frei übertragen. Ihre Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage (gemäß definiertem Begriff) kann übertragen werden, sofern der Erwerber (i) nach Einschätzung des Managers kreditwürdig ist und (ii) im Einklang mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2004 zulässig ist.

Sofern und solange eine bestimmte Beteiligung Teil des "Sicherungsvermögens" (gemäß Definition in §66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) eines deutschen Versicherungsunternehmens oder einer deutschen Pensionskasse oder Teil eines "sonstigen gebundenen Vermögens" (gemäß Definition in §54 Absatz 1 oder §115 des Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) sind, dürfen solche Beteiligungen ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des in Übereinstimmung mit §70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung berufenen Treuhänders oder seines befugten Stellvertreters nicht veräußert werden.

Ungeachtet des Vorstehenden sind jedoch Beteiligungen, die ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse direkt oder indirekt hält und Teil des Sicherungsvermögens sind, frei übertragbar und eine solche Übertragung erfordert keine Genehmigung des Managers, vorausgesetzt der Erwerber ist ein Zulässiger Investor und erfüllt die notwendigen Dokumentationsanforderungen. Mit der Übertragung der Beteiligung, die ein Aktionär, der ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse ist, direkt oder indirekt hält, muss der Erwerber alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich solcher Beteiligungen akzeptieren und dafür allein verantwortlich zeichnen und der Veräußerer soll von den Verbindlichkeiten hinsichtlich der Gesellschaft befreit werden und keine solchen mehr haben.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben.

(h) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es werden keine Zertifikate ausgegeben.

Art. 9. Zahlungszusage.

(a) Gesellschaftsinvestoren verpflichten sich, Stammaktien zu dem im Zeichnungsvertrag festgelegten Betrag zu zeichnen (jeweils eine "Zahlungszusage").

(b) Die Zahlungszusage eines Gesellschaftsinvestors an die Gesellschaft beträgt mindestens 5 Millionen Euro (EUR 5,000,000), wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Gesellschaftsinvestoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Gesellschaftsinvestor gegebene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Kapitaleinlage eine Abrufmitteilung an die Gesellschaftsinvestoren mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in Euro innerhalb von zehn (10) Kalendertagen bar einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Gesellschaftsinvestoren anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als "Kapitalabruf" bezeichnet).

(d) Kapitalabrufe werden nach Maßgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Gesellschaftsinvestors getätigt.

Art. 10. Zulässiger Investor.

(a) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager kann in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur "Zulässigen Investoren" (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, eine Beteiligung an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung einer Beteiligung solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Gesellschaftsinvestor kein Zulässiger Investor ist oder gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstößt oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen nicht abgeben kann, kann der Manager von einem solchen Gesellschaftsinvestor verlangen, alle oder einen Teil seiner Beteiligung nach Maßgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräußern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Gesellschaftsinvestor eine Anzeige zu (die "Kaufanzeige"), auf der angegeben ist, welche Beteiligung wie oben erwähnt zu erwerben ist, welcher Preis für diese Beteiligung zu bezahlen ist (der "Kaufpreis") und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffende Beteiligung zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Gesellschaftsinvestor per Post in einem für ein Einschreiben frankierten Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Aktienregister eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Gesellschaftsinvestor die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebene Beteiligung und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) Der Kaufpreis der Beteiligung beträgt 75% des Marktwertes der Beteiligung des Gesellschaftsinvestors, der vom Manager nach Einholung eines oder mehrerer Preisangebot(e) im Markt bestimmt wird;

(iii) Der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Beteiligung entrichtet, außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäß Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Gesellschaftsinvestor hinterlegt. Nach der zuvor beschriebenen Hinterlegung des Kaufpreises hat die in der Kaufanzeige aufgeführte Person keinerlei weitere Rechte an der Gesellschaft und diesbezüglich keinerlei Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögen, mit Ausnahme des Rechts, von dieser Bank den bei ihr hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikels 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitz von den der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen sei, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Neben der Haftung nach anwendbarem Recht, hat jeder Gesellschaftsinvestor, der eine Beteiligung hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Gesellschaftsinvestoren und Aktionäre und die Beauftragten der Gesellschaft schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten einer Beteiligung ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Gesellschaftsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

Art. 11. Jahreshauptversammlung.

(a) Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Freitag des Monats Juni um 13.45 Uhr (Luxemburger Zeit) in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt, und zwar erstmals zweitausendzweifel. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am vorangehenden Bankarbeitstag abgehalten.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

Art. 12. Aktionärsversammlungen.

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Manager geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er:

(i) eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestellt oder

(ii) dem Manager eine schriftliche Bescheinigung zukommen lässt, welche die Weisung enthält, wie er sich entschieden hat, bezüglich der verschiedenen Tagesordnungspunkte abzustimmen, sofern die schriftlichen Abstimmungsbescheinigungen, (1) den Nachnamen, Vornamen, die Adresse und Unterschrift des betreffenden Aktionärs, (2) die Angabe der Aktien für die der Aktionär sein Stimmrecht ausübt, (3) die in der Einberufungsmitteilung aufgeführte Tagesordnung und (4) die Abstimmungsweisung (Zustimmung, Ablehnung, Enthaltung) für jeden Tagesordnungspunkt enthält. Die Originale der Abstimmungsbescheinigungen müssen von der Gesellschaft 24 Stunden vor der betreffenden Aktionärsversammlung empfangen werden.

(d) Bei jeder Aktionärsversammlung kommt jeder Manager-Aktie und jeder Stammaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, stimmen alle Aktien als Aktien einer Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (ein "Aktionärsbeschluss") die Zustimmung:

(i) einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen und

(ii) des Managers.

(g) Jeder in einer Aktionärsversammlung gefasste Beschluss, der entscheidet, dass die Gesellschaft nicht länger als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz von 2004 qualifiziert, muss einstimmig von allen Aktionären und vom Manager gefasst werden und erfordert die vorherige Genehmigung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde.

(h) Soweit Investoren des Fonds aufgefordert oder ermächtigt werden, sich an einer Abstimmung zu beteiligen, soll diese Angelegenheit auch den Aktionären zur Genehmigung unterbreitet werden. Die Zustimmung der Gesellschaft erfordert eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

(i) Wie nach Luxemburger Recht vorgeschrieben, muss jede Aktionärsversammlung durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(j) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

(k) Abgegebene Stimmen, wie in dieser Satzung verwendet, beinhalten keine Stimmen betreffend Aktien, für die ein Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten oder eine inhaltslose oder ungültige Stimme abgegeben hat.

Art. 13. Befugnisse des Managers.

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen zu prüfen, durchzuführen und zu vollenden. Alle Befugnisse, die nicht durch Gesetz oder Satzung der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlagepolitik und die Fremdkapitalpolitik der Gesellschaft, im Rahmen der durch (i) das luxemburgische Recht, (ii) die Aufsichtsbehörden und (iii) diese Satzung gesetzten Grenzen.

(c) Der Manager darf im Namen der Gesellschaft Kredite aufnehmen. Der Manager darf nur zu vorübergehender Liquiditätsbeschaffung (d.h. bis zu sechs Monate), und zu marktüblichen Konditionen Kredite aufnehmen. Die maximale Kreditaufnahme im Namen der Gesellschaft darf 10% der gesamten gegenüber der Gesellschaft getätigten Kapitalzusagen nicht übersteigen.

(d) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschließen betreffend die Erbringung von Dienstleistungen, die Übertragung von Befugnissen und die Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragenden Vergütung.

Art. 14. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung. Die Gesellschaft wird durch die Doppelunterschrift von ordnungsgemäß bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung.

(a) Keine "Entschädigungsberechtigte Person" (gemäß untenstehender Definition) ist der Gesellschaft oder den Gesellschaftsinvestoren gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig werden der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (jeder eine "Entschädigungsberechtigte Person") von der Gesellschaft entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschließlich der Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Geldbußen und -strafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) egal welcher Natur, bekannt oder unbekannt, beziffert oder unbeziffert (zusammen "Verluste"), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person ergeben, jedoch lebt das Recht auf Entschädigung im Falle der Aufhebung einer solchen gerichtlichen oder behördlichen Feststellung (Verluste im hier verstandenen Sinne sollen auch alle bei der Entschädigungsberechtigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschließen) wieder auf.

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechts wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus irgendeiner anderen Haftungsvereinbarung oder Versicherungspolice, nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschädigt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäß diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigungsberechtigten Person zur Folge hat, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

Art. 16. Einlage- und Rückeinlagepflichten.

(a) Um Entschädigungs- oder andere Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Gesellschaftsinvestoren verpflichten, (i) Kapitaleinlagen zu leisten, und/oder (ii) Rückeinlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rückeinlagepflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder andere Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

Art. 17. Rücknahme von Aktien und vertragsbrüchige Gesellschaftsinvestoren.

(a) Aktionäre können keine Rücknahme von Aktien beantragen.

(b) Eine Rücknahme von Aktien im Ermessen des Managers ist insbesondere in den folgenden Fällen möglich:

(i) in Bezug auf Aktien, die im Zuge der Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden;

(ii) zum Zweck der zeitweiligen Rückgabe an die Aktionäre von Beträgen, die im Zusammenhang Aktienangeboten oder Kapitalabrufen eingezahlt werden; und

(iii) zum Zweck der Ausschüttung von Investitionserlösen, vorausgesetzt solche Ausschüttungen stellen Kapitalrückzahlungen und nicht Dividenden dar.

(c) Die Rücknahme von Aktien erfolgt grundsätzlich zu dem:

(i) Zeichnungspreis in Bezug auf Rücknahmen gemäss Artikel 17(b)(i); und

(ii) letztausgewiesenen Nettoinventarwert in Bezug auf Rücknahmen gemäss Artikel 17(b)(ii) und Artikel 17(b)(iii).

(d) Zurückgenommene Aktien werden von der Gesellschaft annulliert.

(e) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Stammaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Stammaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, sofern die oben aufgeführten Verstöße nicht innerhalb einer vom Manager zu bestimmenden angemessenen Frist geheilt wurden, (A) die mit einem Teil oder allen vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Stammaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuschieben oder zu beenden, oder (B) den Verkauf und die Übertragung der vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor gehaltenen Beteiligung auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem in Artikel 10 beschriebenen Kaufpreis entspricht oder (C) die Zahlungszusage des vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestors zu reduzieren oder (D) die vorgenannten Möglichkeiten zu kombinieren oder solch andere Maßnahmen zu ergreifen, die er für angemessen hält.

(f) Jeder Gesellschaftsinvestor erkennt ausdrücklich die strengen Folgen eines Vertragsbruchs an, die das den Fonds errichtende "Limited Partnership Agreement" vorsieht, dass er im Vertrauen auf sein Einverständnis mit dieser Satzung als Gesellschaftsinvestor angenommen wurde und dass für den Fall, dass ein Gesellschaftsinvestor seinen Pflichten aus Artikel 17(e)(ii) nicht nachkommt, der Manager keine andere Wahl haben könnte als die Vermögensrechte in Bezug auf seine Stammaktien zu beenden, insbesondere wenn aufgrund des Verstoßes des Gesellschaftsinvestors der "General Partner" des Fonds die betroffene anteilige Beteiligung am Fonds gemäß den einschlägigen Bestimmungen des "Limited Partnership Agreements" des Fonds beendet.

Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien.

(a) Der Nettoinventarwert einer Stammaktiender Gesellschaft (der "Nettoinventarwert") wird an jedem Bewertungstag (gemäß definiertem Begriff) in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Betrag pro Aktie angegeben und in Übereinstimmung mit „Fair Valuation“ Methoden folgendermaßen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiva abzüglich Passiva der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der den Stammaktien zuzuordnende Anteil an Aktiva und Passiva im Verhältnis zu den geleisteten Kapitaleinlagen festgestellt wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit den Stammaktien stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten den Stammaktien zugeordneten Aktiva und Passiva durch die Anzahl aller Stammaktien am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes von 2004 vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden in Übereinstimmung mit den anwendbaren Grundsätzen bewertet.

(d) Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte angemessener wiedergibt, können auch andere geeignete Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern. Solche geeigneten Bewertungsmethoden müssen dann kohärent angewendet werden. Bewertungsmethoden werden auf konstanter Basis angewendet.

(e) Der Nettoinventarwert der Stammaktien wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer gewissen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(f) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer.

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt einen unabhängigen Rechnungsprüfer.

(c) Die Buchhaltung der Gesellschaft richtet sich nach den „Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles“ (Lux GAAP).

Art. 20. Ausschüttungen.

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf die Stammaktien fest, wie das den Stammaktien zugeordnete Ergebnis gemäß den Bestimmungen der Satzung ausgeschüttet wird.

(b) Interimsausschüttungen können für Stammaktien auf Entscheid des Managers vorgenommen werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze:

(i) Verteilbare Erträge, die aus Anlagen stammen, werden vom Manager von Zeit zu Zeit ausgeschüttet. Der Manager kann jedoch angemessene Beträge zurückhalten, die benötigt werden, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Gesellschaft zu begleichen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlung zu bilden, einschließlich der Bezahlung von Managerbezügen oder für Reinvestitionen; und

(ii) Es besteht die Möglichkeit, dass die Gesellschaft von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält. Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Nettoerlös auszuschütten. Die Gesellschaftsinvestoren tragen alle damit verbundenen Marktrisiken und Kosten, die während des Veräußerungsvorganges entstehen.

(iii) Es werden keine Wertpapiere an die Aktionäre ausgeschüttet. Ausgenommen davon sind Ausschüttungen von Wertpapieren anlässlich der Liquidation der Gesellschaft oder falls dem eine einfache Mehrheit der in Bezug auf Stammaktien abgegebenen Stimmen zugestimmt hat.

(d) Ausschüttungen an die Aktionäre werden in jedem Fall im Verhältnis ihrer Kapitaleinlage vorgenommen.

Art. 21. Liquidation.

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Nettoerlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Aktionäre gemäß den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Nettoerlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

Art. 22. Änderung der Satzung. Vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, kann die Satzung von Zeit zu Zeit durch gemäß den Bestimmungen des Artikels 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu fassenden Aktionärsbeschluss geändert werden. Des Weiteren wird jede vorgeschlagene Änderung dieser Satzung erst gültig und wirksam, wenn sie gesondert von der einfachen Mehrheit der ausgegebenen Stammaktien genehmigt wird.

Art. 23. Anwendbares Recht. Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2004 festzulegen.

Art. 24. Definitionen. Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

Aktien	Die Stammaktien und die Manager-Aktien.
Aktionäre	Die Inhaber von Stammaktien und Manager-Aktien.
Beteiligung	Die Beteiligung eines Gesellschaftsinvestors an der Gesellschaft, die seine Rechte und Pflichten in Verbindung mit den von ihm gehaltenen Stammaktien und seiner damit in Zusammenhang stehenden Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage beinhaltet.
Bewertungstag	Der letzte Tag jedes Monats.

Gesellschaftsinvestor(en)	Personen, die aufgrund des Zeichnungsvertrags Stammaktien erworben beziehungsweise sich zum Erwerb von Stammaktien verpflichtet haben. Mit dem Manager verbundene Gesellschaften, die Stammaktien erworben oder sich zu deren Erwerb verpflichtet haben, gelten als Gesellschaftsinvestoren.
Eintrittsgebühr	Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.
Manager-Aktie	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und vom Manager gezeichnet worden ist.
Nicht-Abgerufene-	Die gesamte Anzahl der Aktien, deren Erwerb ein Gesellschaftsinvestor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, abzüglich der Anzahl der Aktien, die dieser Gesellschaftsinvestor bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat.
Zahlungszusage Stammaktien	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und von einem Gesellschaftsinvestor gezeichnet worden ist.
U.S. Person	Die Bedeutung des Begriffes "U.S. person" ist die, welche in "Regulation S", gemäß revidierter Fassung, des "United States Securities Act of 1933", gemäß revidierter Fassung (der "1933 Act") definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft "Regulation S" oder den "1933 Act" ersetzen wird, definiert ist.
Zeichnungsvertrag	Der Vertrag, den die Gesellschaft mit jedem einzelnen Gesellschaftsinvestor in Verbindung mit der Zusage der Zeichnung einer bestimmten Anzahl an Stammaktien geschlossen hat.
Zulässiger Investor	Gemäß Artikel 2 des Gesetzes von 2004 entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor, b) andere Investoren, die schriftlich bestätigen, dass sie den Status eines sachkundigen Anlegers erfüllen und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage gemäß dem Gesetz von 2004 vollständig bewusst sind und entweder mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder sich verpflichtet haben zu investieren oder einer Untersuchung durch ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, durch eine Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder durch eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG unterzogen wurden, die dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können, bescheinigt oder c) eine Person, die bei der Geschäftsleitung der Gesellschaft mitwirkt. Investoren, die jeweils als "U.S. person" gelten, müssen "accredited investors" gemäß Rule 501(a) der Regulation D im Securities Act und "qualified purchasers" gemäß U.S. Investment Company Act sein.

Kosten

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, belaufen sich auf circa 4.000 Euro.

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die folgende Anzahl an Aktien gezeichnet und die folgenden Beträge eingezahlt

	Gezeichnetes Kapital	Eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
1) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgeannt	30.999,98 EUR	30.999,98 EUR	3.099.998 Manager- Aktien
2) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgeannt]	EUR 1.000	1.000 EUR	1 Stammaktie
3) [Partners Group Holding AG, vorgeannt]	EUR 1.00	1.000 EUR	1 Stammaktie
TOTAL	32.999,98 EUR	32.999,98 EUR	

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.

Übergangsvorschriften

1. Das erste Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag ihrer Gründung und endet am 31. Dezember 2011.
2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft wird 2012 abgehalten werden.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Aktionäre

Die oben genannten Personen, stellvertretend für das gesamte gezeichnete Kapital und sich als gültig versammelt erachtend, sind umgehend dazu übergegangen, eine Aktionärsversammlung abzuhalten.

I. Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer ist ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, RCS Luxembourg B 65477.

Das Mandat endet am Tag der Jahreshauptversammlung in 2012.

II. Der Gesellschaftssitz wird auf 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Person die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Person soll, im Falle eines Abweichens des englischen und deutschen Textes, die englische Version maßgebend sein.

Worüber vorliegende Urkunde, in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokumentes aufgeführten Tag, ausgestellt wurde.

Die Urkunde wurde der erschienenen Person vorgelesen, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, die erschienene Person unterzeichnete zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: S. NUMMELA und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 janvier 2011. Relation: LAC/2011/224. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations..

Luxemburg, den 10. Januar 2011.

Référence de publication: 2011006831/855.

(11006832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

CMC-MIB, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 129.160.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011022980/11.

(110028105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Coke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 146.290.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue le 4 février 2011

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président.
- Monsieur Thierry FLEMING, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.
- Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 février 2011.

Référence de publication: 2011022981/21.

(110028111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Collectors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 101.277.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 février 2011.

Référence de publication: 2011022982/10.

(110027936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Conafex Holdings, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 17.789.

1. Le siège social de la société Conafex Holdings, société anonyme, R.C.S. Luxembourg B 17 789, au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg est dénoncé avec effet au 1^{er} janvier 2011.

2. Il est porté à la connaissance de tous, que le contrat de domiciliation conclu et signé entre:

Société domiciliée: Conafex Holdings, société anonyme

58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 17 789

et Domiciliataire: Maitland Luxembourg S.A., société anonyme

58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 13 583

est terminé à partir du 1^{er} janvier 2011.

Fait à Luxembourg, le 15 février 2011.

Maitland Luxembourg S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2011022984/19.

(110027601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Cotec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 53.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022985/9.

(110027855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

D.B.W., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 155.281.

Décision de gérance du 1^{er} février 2011

Le siège social est transféré au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg, à compter du 1^{er} février 2011

Référence de publication: 2011022988/10.

(110027920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Dentsply CE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 150.469.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011022990/10.

(110028058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Davidson Consulting SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 109.348.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011022992/10.

(110028043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Dinagui S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 54.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011022995/11.

(110027989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

DL Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 127.796.

Extrait du conseil d administration du 01/02/11

1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1^{er} février 2011.

2. DIVERS

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011022996/17.

(110027456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Dupont Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1539 Luxembourg, 1, rue des Franciscaines.
R.C.S. Luxembourg B 135.727.

L'adresse du siège social de la société est transféré du 9, rue des Foyers, L-1537 Luxembourg au 1, rue des Franciscaines, L-1539 Luxembourg.

Luxembourg, le 14.2.2011.

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2011023000/12.

(110027684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Doradem S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 453.780,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 77.082.

—
EXTRAIT

En date du 14 février 2011, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérante, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits avec l'adresse professionnelle 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011022997/15.

(110027876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

DWM Funds S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.354.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 25 janvier 2011

En date du 25 janvier 2011, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Serge D'ORAZIO de ses fonctions de Président du Conseil de gérance et de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Madame Catherine KOCH, née le 12 février 1965 à Sarreguemines, France, ayant comme adresse professionnelle: 412F, route d'Esch, L-1030, Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Monsieur Alain RENARD, gérant de catégorie A
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie A
- Madame Judy L. KIRST-KOLKMAN, gérant de catégorie B
- Monsieur Peter H. JOHNSON, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2011.

DWM Funds S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011023001/24.

(110027673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

DTLeurope GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 39, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 136.818.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011022998/10.

(110027434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

DUHR Frères S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5401 Ahn, 25, rue de Niederdonven.

R.C.S. Luxembourg B 112.907.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011022999/10.

(110027820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Eden Investments N°1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 37.658.035,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 143.134.

EXTRAIT

Il résulte du certificat de transfert de parts sociales signé le 4 février 2011 que les parts sociales de la société, ayant une valeur nominale de GPB 1.- chacune, seront désormais réparties comme suit:

Designation de l'associé	Nombre de parts
Stamford Group Holdings Limited	
Palm Chambers No 3	
PO Box 3174 Road Town	
Tortola	
British Virgin Islands	37,658,035.-
TOTAL	37,658,035.-

Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011023002/20.

(110027799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Egina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 321.950,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 105.694.

Extrait des Résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg en date du 9 février 2011

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire que:

- Le siège social de la Société est transféré avec effet immédiat au 5 rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg
- Le Commissaire aux Comptes Fin-Contrôle SA. est révoqué avec effet au 5 janvier 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2011.

Pour Egina S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011023003/15.

(110027664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Ewald WOLTER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 63, rue de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 19.213.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher.
Joseph GLODEN
Notaire

Référence de publication: 2011023005/12.

(110027485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

ECS Logistic, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6496 Echternach, 21, Montée de Trooskneppchen.

R.C.S. Luxembourg B 96.178.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011023006/10.

(110027821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EF (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.300.000,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 130.974.

EXTRAIT

L'associé unique a pris acte de la démission de Mr Etienne Brenninkmeijer de son poste de gérant en date du 1^{er} Février 2011.

Il résulte de cette démission que le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Michel de GROOTE, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

- Herman BRENNINKMEIJER, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Grafenauweg 10, CH-6300 Zug, Suisse.

- Raf BOGAERTS, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

- Robert SMEELE, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Grafenauweg 10, CH-6300 Zug, Suisse.

- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Standbrook House, 1st floor, 2-5 Old Bond Street, W1S 4 PD, Londres, Angleterre.

- Johnny SERÉ, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Jean Monnetlaan, B-1804 Vilvoorde, Belgique.

Pour extrait conforme

Signatures

Gérants

Référence de publication: 2011023007/24.

(110027715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Eiskaffee Venezia s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 3, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 99.026.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011023009/10.

(110027822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Hellas Telecommunications (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.088.

EXTRAIT

Par jugement du 10 décembre 2010, la "High Court of Justice, Chancery Division, Companies Court", sise à Londres, Royaume-Uni, a déclaré ouverte, en application de la loi anglaise et de l'article 3 du Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, une procédure d'insolvabilité dite "Administration" à l'encontre de la société à responsabilité limitée HELLAS TELECOMMUNICATIONS (Luxembourg) S.à r.l. ayant son siège statutaire à L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll, mais dont le centre des intérêts principaux est situé au c/o Zolfo Cooper LLP, Toronto Square, Toronto Street, Leeds LS1 2HJ, Royaume Uni.

Ont été nommés syndics ("Joint Administrators"):

Monsieur Simon Jonathan APPELL, né le 16 juin 1964

Monsieur Alastair Paul BEVERIDGE, né le 23 novembre 1965 et

Monsieur Stuart Charles Edward MACKELLAR, né le 10 mars 1958

demeurant tous trois professionnellement au Royaume-Uni, London EC4M 7RB, 10, Fleet Street;

Les syndics sont chargés de gérer les affaires, l'activité et les biens de la société HELLAS TELECOMMUNICATIONS (Luxembourg) S.à r.l. pour la durée de la procédure.

Les pouvoirs des syndics sont les suivants:

1) Pouvoir de prendre possession, de rassembler et d'entrer dans le patrimoine de la société et, à cette fin, de prendre les mesures qui lui paraîtront opportunes.

2) Pouvoir de vendre, ou de disposer par d'autres moyens du patrimoine de la société, qu'il s'agisse de vente aux enchères ou de contrat sous seing privé ou, en Écosse, de vendre, d'octroyer un bail perpétuel (feu), d'effectuer une cession sous contrat de louage ou tout autre mode de cession du patrimoine de la société dans le cadre d'une transaction publique ou privée.

3) Pouvoir de lever ou d'emprunter des fonds et, partant, de constituer une sûreté sur le patrimoine de la société.

4) Pouvoir de nommer un avocat, un comptable ou toute autre professionnel qualifié qui l'assiste dans l'exécution de ses fonctions.

5) Pouvoir de saisir la justice, d'introduire d'autres voies de droit ou d'assurer sa défense, au nom et dans l'intérêt de la société.

6) Pouvoir de solliciter un arbitrage pour tout problème concernant la société.

7) Pouvoir de contracter des assurances en relation avec l'activité et le patrimoine de la société.

8) Pouvoir d'utiliser le cachet (seal) de la société.

9) Pouvoir d'effectuer toutes démarches et de signer tous actes, accusés de réception ou autres documents au nom et pour le compte de la société.

10) Pouvoir de rédiger, accepter, effectuer et endosser des lettres de change ou des billets à ordre au nom et pour le compte de la société.

11) Pouvoir de nommer un agent afin qu'il exécute toutes démarches qu'il ne serait pas en mesure d'effectuer lui-même ou qui le seraient plus facilement par un agent, et pouvoir de recruter et de licencier des employés.

12) Pouvoir d'effectuer toutes démarches (y compris l'accomplissement de travaux) nécessaires à la liquidation du patrimoine de la société.

13) Pouvoir d'effectuer les paiements nécessaires ou annexes à l'exécution de ses fonctions.

14) Pouvoir de diriger les affaires de la société.

15) Pouvoir de constituer des filiales de la société.

16) Pouvoir de transférer aux filiales de la société la totalité ou une quelconque partie de l'activité ou du patrimoine de celle-ci.

17) Pouvoir de garantir ou d'accepter la résiliation (surrender) d'un bail ou d'un contrat de location d'un bien de la société, et de contracter un bail ou un contrat de location concernant tout bien nécessaire à l'activité de la société ou la facilitant.

18) Pouvoir de prendre des dispositions ou de conclure des accords au nom de la société.

19) Pouvoir de requérir le paiement de tout capital impayé de la société.

20) Pouvoir de déclarer la faillite, l'insolvabilité, la mise sous séquestre ou la liquidation de toute entité endettée vis-à-vis de la société et de recevoir des dividendes, ainsi que d'accéder aux actes de fiducie au nom des créanciers de ladite entité.

21) Pouvoir de soumettre ou de contester une demande de liquidation de la société.

22) Pouvoir de changer l'adresse du siège social de la société.

23) Pouvoir d'exécuter toutes autres démarches annexes à l'exercice des pouvoirs ci-dessus.

Une copie du jugement du 10 décembre 2010 ainsi qu'une traduction en français sont déposées ensemble avec le présent avis au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011018797/65.

(110006471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Elifin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 57.622.

—
Extrait du conseil d'administration du 01/02/11

1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1^{er} février 2011.

2. DIVERS

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011023010/17.

(110027457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Empfang Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 66.626.

—
Il résulte d'un courrier adressé à la société

EMPFANG INVEST S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B 66626, ayant son siège social au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg que la Société, en sa qualité d'agent domiciliataire a dénoncé le siège social avec effet au 11 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Fatah BOUDJELIDA

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2011023011/14.

(110027842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Empfang Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 66.626.

—
Il résulte de trois courriers adressés à EMPFANG INVEST S.A. que Monsieur Alan DUNDON, Monsieur Christophe DAVEZAC et Madame Géraldine SCHMIT ont démissionné de leur mandat d'administrateur de la Société en date du 11 février 2011.

Il résulte d'un courrier adressé à la société EMPFANG INVEST S.A. que la société Read S.à r.l. a démissionné de son mandat de commissaire de la Société avec effet au 11 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2011023012/14.

(110027914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPI Light S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.283.750,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 119.383.

I. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant catégorie A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

II. Le siège social de l'associé EPI Orange Holdings S.à r.l. a changé et se trouve à présent au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011023013/13.

(110027552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPI Oakwood GP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 75.925,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 124.646.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPI Oakwood Holding S.à r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant de catégorie A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023014/17.

(110027553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Advisory S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 136.506.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023015/14.

(110027423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Episo Boxes S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 145.329.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023016/16.

(110027554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO BTS S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 151.829.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023017/16.

(110027424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Cake S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 147.760.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023018/16.

(110027555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO CPH S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 142.465.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023019/16.

(110027425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Auscomar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 82.617.

—
RECTIFICATIF

La mention rectificatif remplacera la précédente version déposée.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011022922/12.

(110027447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

AWAS Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 153.240.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil de Gérance tenu à Luxembourg le 16 novembre 2010

Le Conseil de Gérance décide de transférer le siège social du 41, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2011022923/13.

(110027849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

PEIF II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 158.058.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the seventeenth day of December.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) PEIF II SCA GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg register of commerce and companies (the "Unlimited Shareholder"), and

2) DEAM Infrastructure Limited, a company registered in England & Wales under company number 5540484 whose registered address is Winchester House, 1 Great Winchester Street, London EC2M 2DB (together as the "Limited Shareholder").

The Unlimited Shareholder and the Limited Shareholders together the "Shareholders".

Represented by Mr Raymond THILL, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a "Société en Commandite par Actions" which they declared to organize among themselves.

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I. Name, Registered office, Object, Duration.

1. Form - Corporate name. Between those present or hereabove represented this day and all persons who will become owners of the Shares mentioned hereafter, a Luxembourg company under the form of a "Société en Commandite par Actions" governed by the law of the Grand-Duchy of Luxembourg of August 10, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto (the "Law") and by the present articles (the "Articles") is hereby formed under the name "PEIF II S.C.A." (the "Company").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the City of Luxembourg.

2.2 The General Partner is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory Registered Office.

2.3 The Registered Office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, the Registered Office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be taken by the General Partner.

3. Object.

3.1 The main purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes preferred equity certificates and other securities of any kind, and ownership, development and management of its portfolio. The purpose of the Company is also to carry on the business of investing predominantly in infrastructure and infrastructure-related assets and businesses in Europe and, in particular but without limitation, to make investments and to monitor the same with the principal objective of creating capital growth, realising capital gains and generating cash yield income, but in each case subject to the investment policy of the Company. The Company may execute, deliver and perform all contracts and other undertakings (whether as agreements, deeds or otherwise) and engage in all activities and transactions as may, in the opinion of the General Partner, be necessary or appropriate in order to carry out the foregoing purposes and objectives.

3.2 The objects of the Company are:

3.2.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds, convertible loan stock, options, guarantees, warrants, swaps or other securities or derivatives, financial or debt instruments (or any analogous arrangements) in, or in respect of, or associated with, any body corporate, association, partnership, collective investment scheme or other entity, vehicle or person and loans (whether secured or unsecured and whether or not subordinated) made to, or acquired in respect of, or associated with, any such body corporate, association, partnership, collective investment scheme or other entity, vehicle or person by the Company and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2.2 to invest in investment holding companies consisting in any body corporate, association, partnership, collective investment scheme or other entity, vehicle or person (whether having limited liability or otherwise) wholly or partly owned, established, invested in or acquired by the Company, whether directly or indirectly, by itself or together with any additional partnership, for the purpose of carrying out investment, underwriting, bridging and/or syndication transactions in any one or more jurisdiction(s) whether in Europe or elsewhere and, where necessary or appropriate, designated as such by the General Partner;

3.2.3 to invest in portfolio companies consisting in any body corporate, association, partnership, collective investment scheme or other entity, vehicle or person in respect of which the Company, directly or indirectly, holds an investment or investments (as described in article 3.1), including, as the context may require, any investment holding company (as described in article 3.2);

3.2.4 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.2.5 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the General Partner thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.2.6 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.2.7 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the General Partner thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.2.8 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the General Partner thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by the Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise,

convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.2.9 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.2.10 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article

3.2.10 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.2.11 to admit an investment to any recognised stock exchange or to grant the permission for an investment to be quoted or dealt with on a recognised market which, in the opinion of the General Partner, is an appropriate stock exchange or market to provide liquidity for that investment;

3.2.12 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.2.13 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the General Partner incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg law without due authorisation.

4. Duration. The Company is established for an unlimited period from the date hereof.

Chapter II. - Capital, Shares.

5. Share capital.

5.1 Subscribed share capital

The subscribed capital is fixed at thirty-one thousand (Euro 31,000), represented by one (1) share of the Unlimited Shareholder ("actions de commandité", herein defined as "Unlimited Shares") and thirty thousand nine hundred and ninety-nine (30,999) redeemable shares of the Limited Shareholders ("actions de commanditaire", herein defined as "Limited Shares"; together, with the Unlimited Shares, herein as the "Shares"), with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders.

5.2 Authorized share capital

The total un-issued but authorised capital of the Company is fixed at EUR 1,500,000,000 (one billion five hundred million Euros) being the amount by which the General Partner is able to increase the issued share capital.

Within the limits of the authorised share capital set out in this article, the share capital may be increased by decision of the General Partner, with or without issue premium, in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new shares, by increasing the nominal value of the existing shares or by issuing instruments convertible into shares (such as convertible preferred equity certificates, convertible bonds, or any other type of convertible instruments) in accordance with the provisions set out below, it being understood that:

5.2.1 The General Partner is authorised to

(a) create and issue up to 750,000,000 (seven hundred fifty million) new shares to be issued by the Company having a nominal value of EUR 1 (one Euro) per Share with or without a share premium and/or increase the share capital by increasing the nominal value of the existing shares for a total amount which will not exceed in both a global amount of EUR 750,000,000 (seven hundred fifty million Euros) in consideration of contributions in cash, in kind, by incorporation of claims, by incorporation of available reserves of the Company (including in favor of non existing shareholders) or in any other way;

(b) create and issue up to EUR 750,000,000 (seven hundred fifty million Euros) instruments convertible into to EUR 750,000,000 (seven hundred fifty million Euros) shares of the Company (such as convertible preferred equity certificates, convertible bonds, or any other type of convertible instruments) to be issued by the Company in accordance with the terms and conditions that the General Partner may agree on behalf of the Company;

5.2.2 The new shares shall have the same rights and features as the existing Shares. For the avoidance of doubt, the new shares subscribed by limited shareholders shall be redeemable shares in accordance with the provisions of the Articles.

5.2.3 The authorisation will expire five years after the date of publication of the minutes of the incorporation deed of the Company, but at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of the general meeting of shareholders;

5.2.4 The General Partner may limit and cancel the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new shares and/or instruments convertible into shares created pursuant to this article;

5.2.5 The General Partner is authorised to do all things necessary to amend Article 5 in order to record the change of share capital and authorised capital following an increase pursuant to this article 5.2; the General Partner is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law. Furthermore the General Partner may delegate to any duly authorised managers of the General Partner or officer of the Company, or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

5.2.6 This increase of the share capital decided by the General Partner within the limitations of the authorised share capital may be subscribed for, and shares and instruments convertible into shares may be issued with, or without issue premium and paid up by contribution in cash, in kind, by incorporation of claims, by incorporation of available reserves of the Company (including in favor of non existing shareholders) or in any other way to be determined by the General Partner.

5.3 Authorised and subscribed capital increase and decrease

The authorised and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for amending the articles of association of the Company.

5.4 Partial payments on shares

All Shares and all newly issued shares shall be paid up to 25% at least. Payments on Shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the General Partner shall from time to time determine in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

Any amount called up on partly paid up Shares will be charged equally on all Shares which are paid up by the same percentage at the time of the capital call it being specified that in the circumstances described in article 5.5, only those Limited Shares that are to be redeemed in accordance with the provisions of article 5.5. shall be fully paid up at the exclusion of any of the other Shares in issue.

The exercise of voting rights attached to Shares in respect of which calls have not been paid shall be suspended until such time as those calls which have been duly made and are payable, shall have been paid.

5.5 Redemption of shares

The Company can redeem the Limited Shares under the conditions set out by article 49-8 of the Law and subject to the provisions that may be contained in any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

The following terms and conditions for the redemption of the Limited Shares shall in particular apply, without prejudice to additional provisions that may be contained in any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company:

(a) Limited Shares shall be redeemed at the option of the Company in case (i) the holder thereof is a defaulting shareholder in the circumstances that may be provided for in any shareholders' agreement that (i) may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company (the "Defaulting Shareholder"), or (ii) at the request of the holder if the holder is, or becomes, required to withdraw from the Company pursuant to the terms of any such shareholders' agreement, for regulatory or other reasons.

(b) The price for the redemption of each such Limited Share by the Company shall be determined in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company and shall be, depending on the circumstances provided for in any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company, either the amount paid up on such Limited Share at the date of redemption, or the fair market value of the shares, as it may be determined in accordance with the provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company, or such other price as may be agreed between the shareholders from time to time pursuant to any such shareholders' agreement.

(c) The Company (acting through its General Partner) shall send a redemption notice to the Defaulting Shareholder indicating (i) that it exercises its option to redeem the relevant Limited Shares of the Defaulting Shareholder, (ii) the price to be paid for such Limited Shares by the Company as calculated in accordance with (b) above and (iii) the effective date of transfer of the relevant Limited Shares to the Company which shall be a date no longer than 5 business days following

the date of the notice (the "Effective Date"); the relevant Limited Shares shall thus be transferred to the Company as of the Effective Date without any further formalities or documentation necessary to effect the transfer;

(d) If the Limited Share(s) concerned by the redemption are not fully paid up at the time of the redemption, the General Partner shall be entitled to capitalise any amount of available reserves of the Company to fully pay up those Limited Shares or to fully pay them up on behalf of the Defaulting Shareholder or to arrange for any alternative solution that would enable the full payment of these Limited Shares and their redemption by the Company.

5.6 Share premium

In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account shall constitute an available reserve of the Company and shall be at the free disposal of the Company.

6. Form of shares.

6.1 The Unlimited Shares and the Limited Shares shall be in registered form. Shares under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

6.2 A register of registered shares shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

6.3 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

6.4 If a registered Shareholder does not provide any address where the notices and information issued by the Company can be sent, this should be mentioned in the Shareholders' register and the address of the Shareholder shall be supposed to be the Registered Office of the Company or another address which shall be registered until such holder provides another address to the Company.

7. Transfer of shares.

7.1 Any transfer of Shares shall be made in accordance with the Law and with the relevant provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company, and shall be notified to the Company.

Chapter III. - Management and Supervisory board.

8. Management.

8.1 The Company shall be managed by PEIF II SCA GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of Luxembourg (herein referred to as the "General Partner" or the "Unlimited Shareholder").

8.2 The General Partner may consult the Supervisory Board pursuant to the Article 13 of the Articles.

8.3 The General Partner may enter into administration and management agreements with the Company.

8.4 The General Partner shall be revocable in accordance with the relevant provisions of the Law and with the relevant provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

9. Powers of the general partner. The General Partner is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on the Company's interest and shall be refunded all expenses relative to its quality of general partner of the Company.

10. Representation. The Company will be bound towards third party by the single signature of the General Partner, represented by its legal representatives or any delegate appointed in compliance with the articles of the General Partner, or by the single signature of any person to whom such power shall be delegated by the General Partner.

11. Delegation of powers.

11.1 The General Partner may, at any time, appoint an attorney or agent of the Company as required for the affairs and management of the Company.

11.2 The appointed attorney or agent shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

12. Liabilities.

12.1 The Unlimited Shareholder shall be liable with the Company for all losses which cannot be recovered on the Company's assets.

12.2 The Limited Shareholder(s) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall only be liable for payment to the Company of the nominal value paid for each Limited Share they hold in the Company.

13. Supervisory board.

13.1 The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board of at least three members, elected by the General Meeting, for a period not exceeding six years (the "Supervisory Board").

13.2 They may be removed at any time and without justification by a resolution of the general meeting of Shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed.

13.3 In case a member of the Supervisory Board is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for 6 years from the date of his election.

13.4 For the carrying of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the Law.

13.5 The members of the Supervisory Board shall neither participate nor interfere with the management of the Company but may advise the General Partner on such matters as the General Partner may determine.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

14. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The meeting of Shareholders shall deliberate only on the matters, which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the Law.

15. Annual general meeting.

15.1 The annual general meeting of Shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg, on the 15 June at 11 a.m. The first annual shareholders' meeting of the Company shall be held in 2012.

15.2 The other general meetings of Shareholders may be held at a time and a place as specified in the notice of meetings. Unless otherwise provided herein, the convening notice and the general meetings shall be subject to the conditions and delays foreseen by the law.

16. Convening notice and Vote.

16.1 The general meeting may be convened by the General Partner or by the Supervisory Board by way of a notice fixing the agenda of the meeting sent by registered letter, mail or fax at least eight days before the meeting.

16.2 Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all resolutions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders are adopted by simple majority of the Shares present or represented, regardless of the proportion of the capital represented, provided that the consenting vote of the General Partner shall be required for such resolutions to be adopted.

16.3 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the votes cast including the approval of the General Partner.

16.4 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders (including the General Partner) and in compliance with any other legal requirement.

17. Attendance, Representation.

17.1 Any Share, being Unlimited Share or being Limited Share, is carrying one voting right in the general meeting.

17.2 All the voting Shares shall vote as one category of shares, except for the amendment to the Articles affecting the rights of the different categories. The issues of new Shares shall not be considered as amendments to these Articles, requiring a vote for each category of Shares.

17.3 A Shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of Shareholders, by appointing another person as his proxy in writing including by letter, fax or email.

17.4 If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior written notice.

Chapter V. - Business year, Distribution of profits.

18. Business year. The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year, which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2011.

19. Distribution of profits.

19.1 The annual net profit determined each year in accordance with the applicable legal provisions and accounting principles shall be allocated as follows:

19.1.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

19.1.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of Shareholders determines the appropriation and distribution of net profits, either in cash or in kind and in accordance with the relevant provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

19.2 The distribution of dividends shall be proposed by the General Partner and approved by the general meeting of Shareholders.

19.3 The General Partner may resolve to pay interim dividends, either in cash or in kind, in accordance with the terms prescribed by Law and pursuant to the provisions of article 19.1.2 above.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation.

20. Dissolution, Liquidation.

20.1 The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders voting in the same quorum and majority as for the amendment of the Articles and in the circumstances and conditions that may be contained in any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

20.2 In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the general meeting of Shareholders who will determine their powers and their compensation.

20.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholders in accordance with the distribution provisions provided for in Article 19.1.2. and in accordance with the relevant provisions of any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

Chapter VIII. - Applicable law.

21. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement that may be entered into, from time to time, between, among others, the shareholders of the Company and the Company.

Subscription

The capital has been subscribed as follows:

	Unlimited Shares:	Limited Shares:
PEIF II SCA GP S.à r.l.	1	1
DeAM Infrastructure Limited		30,998
TOTAL OF SHARES	31,000	

All these shares have been paid up 25 per cent, so that the sum of 7,750 euro is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

First extraordinary general meeting of shareholders.

The above Shareholders representing the totality of shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

1. The Company 's address is fixed at 2, boulevard Konrad Adenauer, L1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following have been elected as members of the Supervisory Board for a mandate expiring on occasion of the next annual general meeting of Shareholders to be held in 2012:

(a) Marion Fritz, born in 17 November 1978 in Völklingen (Germany), residing at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

(b) Stephane Weyders, born on 2 January 1972 in Arlon (Belgium), residing at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

(c) Michael Hemmer, born on 28 August 1976 in Bastogne (Belgium), residing at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Commercial Companies Act and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at about one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1) PEIF II SCA GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, pas encore enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg (l'"Actionnaire Commandité"), et

2) DeAM Infrastructure Limited, une société immatriculée en Angleterre et Pays de Galles sous le numéro de société 5540484 ayant son siège social au Winchester Street, London EC2M 2DB (l'"Actionnaire Commanditaire").

L'Actionnaire Commandité et l'Actionnaire Commanditaire ensemble ci-après les "Actionnaires".

Ici représentées par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé, lesquelles, paraphées "ne varietur" par les mandataires et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une «Société en Commandite par Actions» de droit luxembourgeois dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

STATUTS

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination. Il existe entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires d'Actions par la suite une société luxembourgeoise sous forme de «Société en Commandite par Actions» régie par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures (la «Loi») et par les présents statuts (les «Statuts») sous la dénomination de "PEIF II SCA" (la «Société»).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Le Gérant Commandité (tel que défini ci-après) est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.3 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de ses Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.4 Au cas où le Gérant Commandité estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Gérant Commandité .

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est la détention de participations, de quelque forme que ce soit, dans des sociétés Luxembourgeoises et étrangères, ou toutes autres entités, l'acquisition par l'achat, la souscription et toute autre manière ainsi que le transfert par la vente, l'échange, ou autre d'actions, parts, obligations, actions préférentielles, ou tout autre titre ou dérivés, financier et la détention, le développement et la gestion de son portefeuille. L'objet de la Société est également de poursuivre l'activité d'investissement de façon prédominante dans des biens d'infrastructures ou liés à l'infrastructure et des activités en Europe et, en particulier mais sans limitation, de réaliser des investissements et de surveiller avec le principal objectif de créer un essor , réaliser des plus values et générer des revenus d'argent, mais dans tous les cas soumis à la politique d'investissement de la Société. La Société peut exécuter, délivrer et exécuter tous contrats ou autres projets (soit sous la forme d'accords, actes ou autre) et s'engager dans toutes activités et transactions qui sont, selon l'avis du Gérant Commandité, nécessaires ou appropriés dans le but de mettre en place les buts et objectifs suscités.

3.2 Les objet sociaux de la Société sont les suivants

3.2.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire, prêt convertible, action, options, garanties, warrants, swaps ou tout autre titre ou dérivés financier ou des instruments de dette (ou tout arrangement analogue) dans, ou en relation avec, ou associé à, tout corps social, association, partenariat, investissement collectif ou toute autre entité, véhicule ou personne par la Société et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2.2 d'investir dans des sociétés holdings d'investissement consistant en tout corps social, association, partenariat, investissement collectif ou toute autre entité, véhicule ou personne (soit ayant une responsabilité limitée ou autre) entièrement ou partiellement détenu, établi, investi ou acquit par la Société, soit directement ou indirectement, par elle-même ou avec toute autre partnership, dans le but de mettre en place des transactions d'investissement, de garantie, de prêt relais et/ou vente dans un ou plusieurs juridictions soit en Europe ou ailleurs et, lorsque cela est nécessaire ou approprié, désigné en tant que tel par le Gérant Commandité;

3.2.3 d'investir dans des sociétés de portefeuille consistant en tout corps social, association, partenariat, investissement collectif ou toute autre entité, véhicule ou personne dans lequel la Société, directement ou indirectement, détient un investissement ou des investissements (tel que décrit dans l'article 3.1), incluant, lorsque le contexte le requiert, toute société holding d'investissement tel que décrit dans l'article 3.2);

3.2.4 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.2.5 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Commandité, y compris, sans limitation, des actions, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en gage, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.2.6 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et / ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.2.7 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le le Gérant Commandité, et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.2.8 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le le Gérant Commandité le déterminera, y compris, sans limitation, par l'émission (dans la mesure où la loi luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.2.9 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, sans limitation, tout personne appartenant à la Société;

3.2.10 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté, y compris, sans limitation, une garantie et une sûreté en vue de l'exécution des obligations et du paiement de sommes d'argent (y compris en capital, de la somme principale, des primes, des dividendes, des intérêts, des commissions, des charges, des remises et tout coût ou dépense relatif à des actions ou des titres) par toute personne y compris, sans limitation, toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est à cet instant un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou est associé à la Société dans certaines activités ou partenariat, sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie (quelle soit directe ou indirecte) et que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs ou du capital non encore émis (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet Article 2.10, une "garantie" comprend, sans limitation, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation (y compris, sans limitation, en avançant de l'argent, en acquérant ou en souscrivant à des actions ou tout autre titre et par l'acquisition de biens ou services), d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette;

3.2.11 d'admettre un investissement dans une bourse reconnue ou accorder l'autorisation à un investissement d'être coté ou faire l'objet d'opérations boursières sur un marché reconnu qui, selon le Gérant Commandité, est une bourse ou un marché approprié afin de produire des liquidités pour cet investissement;

3.2.12 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet Article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

3.2.13 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le le Gérant Commandité estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la loi luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée, à compter de ce jour.

Titre II. - Capital, Actions

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit

Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000) Euros représenté par une (1) action de l'Actionnaire Commandité (ci-après «Actions de Commandité») et trente mille neuf cent quatre vingt dix neuf (30.999) actions rachetables des Actionnaires Commanditaires (ci-après «Actions de Commanditaire»), ensemble avec les Actions de Commandité, ci-après les «Actions»), chacune d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-). Les détenteurs des Actions sont ensemble dénommés ci-après les Actionnaires.

5.2 Capital social autorisé

Le capital social total, non émis mais autorisé est fixé à EUR 1.500.000.000 (un milliard cinq cent million d'euros) étant le montant par lequel le Gérant Commandité peut augmenter le capital social émis.

Dans les limites du capital social autorisé décrit dans cet article, le capital social peut être augmenté par décision du Gérant Commandité, avec ou sans prime d'émission, conformément avec les termes et conditions décrites ci-dessous en créant et émettant de nouvelles actions ou en augmentant la valeur nominale des actions existantes ou en émettant des instruments convertibles en actions (tel que des certificats convertibles préférentiels, des obligations convertibles, ou tout autre type d'instruments convertibles), conformément aux dispositions ci-dessous, cela étant entendu que:

5.2.1 Le Gérant Commandité est autorisé:

(a) de créer et émettre jusqu'à 750.000.000 (sept cent cinquante million) de nouvelles actions que va émettre la Société, ayant une valeur nominale de EUR 1,-(un euro) par Action, avec ou sans prime d'émission et/ou augmenter le capital sociale en augmentant la valeur nominale des actions existantes pour un montant total qui n'excédera pas un montant total de EUR 750.000.000 (sept cent cinquante million d'euros) en échange d'un apport en argent, en nature, par incorporation de créances, par incorporation de réserves disponibles de la Société (y incluant en faveur d'actionnaires non existants) ou toute autre façon;

(b) de créer et émettre jusqu'à EUR 750.000.000 (sept cent cinquante million d'euros) d'instruments convertibles en 750.000.000 (sept cent cinquante million) actions de la Société (tel que des certificats convertibles préférentiels, des obligations convertibles, ou tout autre type d'instruments convertibles) qui devront être émis par la Société conformément aux termes et conditions que le Gérant Commandité pourra déterminer pour le compte de la Société.

5.2.2 Les nouvelles actions ont les mêmes droits et caractéristiques que les Actions existantes. Afin de lever toute ambiguïté, les nouvelles actions souscrites par les actionnaires commanditaires seront des actions rachetables conformément aux dispositions de ces Statuts;

5.2.3 L'autorisation expirera dans les cinq ans suivant la date de publication des minutes de l'acte de constitution de la Société, mais à la fin de cette période une nouvelle période d'autorisation pourra être approuvée par résolution de l'assemblée générales des actionnaires;

5.2.4 Le Gérant Commandité peut limiter ou annuler le droit de préférence des actionnaires existants afin de souscrire à des nouvelles Actions et/ou à ces instruments convertibles en actions, selon cet article;

5.2.5 Le Gérant Commandité est autorisé à faire tout acte nécessaire afin de modifier l'Article 5 afin d'enregistrer le changement dans le capital social et le capital autorisé suivant une augmentation de capital conformément à l'article 5.2; le Gérant Commandité est autorisé à prendre ou autoriser les actions nécessaires pour l'exécution et la publication de cette modification conformément à la loi. De plus, le Gérant Commandité peut déléguer à tout gérant du Gérant Commandité dûment autorisé ou officier de la Société, ou toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et recevoir le paiement pour les Actions représentant une partie ou la totalité du montant de l'augmentation de capital.

5.2.6 Cette augmentation du capital social décidée par le Gérant Commandité dans les limites du capital autorisé peut être souscrite par, et les Actions peuvent être émises avec ou sans prime d'émission et payées par apport en argent, en nature, incorporation de créances, par incorporation de réserves disponibles de la Société (y incluant en faveur d'actionnaires non existants) ou toute autre façon déterminée par le Gérant Commandité.

5.3 Augmentation et diminution du capital autorisé et du capital souscrit

Le capital autorisé et souscrit de la Société peut être augmenté ou diminué par des résolutions de l'assemblée générale des Actionnaires adoptées selon la façon requise pour la modification des statuts de la Société.

5.4 Paiement partiel des Actions

Toutes les Actions et toute les actions nouvellement émises devront être payées à hauteur de 25% au moins. Le paiement des Actions qui ne sont pas entièrement payées lors de la constitution sera fait au moment et dans les conditions que le Gérant Commandité devra établir de temps en temps conformément aux dispositions de tout pacte d'actionnaire qui sera conclu, de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

Tout montant associé à des Actions partiellement payées sera chargé de façon égale sur toutes les Actions qui sont payées par le même pourcentage au moment de l'appel de fond, étant entendu que dans les circonstances décrites à l'article 5.5, seulement les Actions de Commanditaires qui seront rachetées conformément aux dispositions de l'article 5.5 devront être intégralement payées à l'exclusion de tout autre Actions émise.

L'exercice de droits de vote attaché à ces Actions et pour lesquelles des demandes n'ont pas été payés, doit être suspendu jusqu'à ce que les demandes qui sont faites, sont réglées.

5.5 Rachat d'actions

La Société peut racheter les Actions Commanditaire dans les limites fixées dans l'article 49-8 de la Loi et conformément aux dispositions qui peuvent être prévues dans tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

Les termes et conditions qui suivent pour le rachat des Actions Commanditaires devront en particulier s'appliquer, sans préjudice de dispositions additionnelles qui peuvent être prévues dans tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société:

(a) Les Actions de Commanditaires seront rachetables au choix de la Société dans le cas où (i) le détenteur est un actionnaire défaillant dans les circonstances prévues dans tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société (les "Actionnaires Défaillants"), ou (ii) à la demande du détenteur si le détenteur est obligé, ou devient obligé, de se retirer de la Société conformément aux termes de cet pacte d'actionnaires, pour des raisons réglementaires ou autres.

(b) Le prix pour le rachat pour chacune des Actions de Commanditaires par la Société doit être déterminé conformément aux dispositions de tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société et devra être, suivant les circonstances prévues dans tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société, soit le montant payé pour ces Actions de Commanditaires à la date du rachat, ou la valeur de marché des actions, tel que déterminé conformément aux dispositions de tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société, ou tout autre prix qui sera déterminé et accepté par les actionnaires de temps à autre conformément aux dispositions de ce pacte d'actionnaires.

(c) La Société (agissant par son Gérant Commandité) devra envoyer une notice de rachat à l'Actionnaire Défaillant indiquant (i) qu'il exerce son option pour racheter les Actions de Commanditaires concernées de l'Actionnaire Défaillant, (ii) le prix à payer pour ces Actions de Commanditaires par la Société calculé conformément au point (b) ci-dessus et (iii) la date effective du transfert des ces Actions de Commanditaires à la Société qui ne devra pas être après 5 jours ouvrés suivant la date de la notice (la "Date Effective"); les Actions de Commanditaires concernées seront ainsi transférées à la Société à la Date Effective sans autre formalité ou document nécessaire pour effectuer le transfert;

(d) Si les Actions de Commanditaires concernées par le rachat ne sont pas intégralement payées lors du rachat, le Gérant Commandité aura le droit de capitaliser tout montant de la réserve disponible de la Société afin de payer intégralement ces actions ou de les payer intégralement pour le compte de l'Actionnaire Défaillant ou de trouver une solution alternative qui permettrait le paiement intégral de ces Actions de Commanditaires et leur rachat par la Société.

5.6 Prime d'émission

En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission, dans lequel toute prime payée sur toute action sera transférée. Le montant du compte de prime d'émission constituera une réserve disponible de la Société et sera à la libre disposition de la Société.

6. Forme des actions.

6.1 Les Actions de Commandité et les Actions de Commanditaire sont émises uniquement sous forme nominative. Les Actions sous forme nominative ne peuvent être échangées ou converties en Actions au porteur.

6.2 Un registre des Actions nominatives sera conservé au siège de la Société, où il sera disponible pour consultation par tout Actionnaire. Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la Loi. La propriété des Actions nominatives sera établie par l'inscription faite au dit registre.

6.3 La Société peut considérer la personne dont le nom figurera au registre des Actionnaires comme le propriétaire des Actions.

6.4 Au cas où un détenteur d'Actions nominatives ne fournirait pas une adresse à laquelle tous les avis et informations émanant de la Société pourront être envoyés, mention pourra en être faite sur le registre des Actionnaires et l'adresse de ce détenteur d'Actions sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui pourra être portée au registre jusqu'à ce que le détenteur concerné fournisse une autre adresse à la Société.

7. Transfert d'actions.

7.1 Tout transfert d'Actions doit être effectué en conformité avec la Loi et les dispositions de tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et devra être notifié à la Société.

Titre III. Gérance et Conseil de surveillance

8. Gérance.

8.1 La Société sera gérée par PEIF II SCA GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établi selon les lois de Luxembourg (dont mention est faite dans ce document comme étant le «Gérant Commandité» ou bien l' «Actionnaire Commandité»).

8.2 Le Gérant Commandité pourra consulter le Conseil de Surveillance en vertu de l'Article 13 des Statuts.

8.3 Le Gérant Commandité pourra également conclure pour la Société des contrats d'administration et de gestion.

8.4 Le Gérant Commandité peut être révocable conformément aux dispositions de la Loi et les dispositions de tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

9. Pouvoirs du gérant commandité. Le Gérant Commandité dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société et sera indemnisé de toutes dépenses relatives à sa qualité de Gérant Commandité de la Société.

10. Représentation. La Société sera engagée par la signature individuelle du Gérant Commandité, représentée par ses représentants légaux ou par tout mandataire désigné conformément aux statuts du Gérant Commandité ou, par la signature individuelle de toutes personnes porteuses de pouvoirs conférés par le Gérant Commandité.

11. Délégation de pouvoirs.

11.1 Le Gérant Commandité peut, à tout moment, nommer un représentant ou un agent de la Société tel que nécessaire pour les opérations et la gestion de celle-ci.

11.2 Les agents nommés auront les pouvoirs et devoirs qui leur auront été conférés par le Gérant Commandité .

12. Responsabilités.

12.1 L'Actionnaire Commandité est responsable de toutes dettes et pertes ne pouvant être payées sur les actifs de la Société.

12.2 Les Actionnaires Commanditaires s'abstiendront d'agir au nom et pour le compte de la Société d'une quelconque manière ou qualité autre qu'en qualité de titulaires de droits d'Actionnaires dans les assemblées générales des Actionnaires et ne seront tenus que du paiement de la valeur nominale de chaque Action de Commanditaire qu'ils détiennent dans la Société.

13. Conseil de surveillance.

13.1 Les opérations de la Société, et sa situation financière, notamment ses livres et comptes, seront supervisées par un conseil de surveillance composé de trois membres au moins, élus par l'Assemblée Générale pour une période de six ans maximum (le «Conseil de Surveillance»).

13.2 Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être révoqués à tout moment et sans justification par décision de l'assemblée des Actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

13.3 Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de durée, il sera considéré comme étant élu pour une durée de 6 an à partir de la date de sa nomination.

13.4 Pour accomplir ses obligations de contrôle, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que définis à l'article 62 de la Loi.

13.5 Les membres du Conseil de Surveillance ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société mais peuvent conseiller le Gérant Commandité sur les points que le Gérant Commandité déterminera.

Titre IV. - Assemblée générale des actionnaires.

14. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires de la Société. L'assemblée générale des Actionnaires délibérera uniquement sur les points qui ne sont pas de la compétence du Gérant Commandité en vertu des Statuts ou de la Loi.

15. Assemblée générale annuelle.

15.1 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra dans la Ville de Luxembourg en un lieu précisé dans l'avis de convocation, le 15 juin à 11h00 heures. La première assemblée générale des Actionnaires devra se tenir en 2012.

15.2 Les autres assemblées des Actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifié dans l'avis de convocation. Sauf disposition contraire des Statuts, les avis de convocation et les assemblées des Actionnaires seront soumis aux conditions et délais prévus par la loi.

16. Avis de convocation et Vote.

16.1 Les assemblées générales peuvent être convoquées par le Gérant Commandité ou par le Conseil de Surveillance, par un avis indiquant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée, lettre ou fax au moins huit (8) jours avant la réunion de l'assemblée.

16.2 Sauf dans les cas déterminés par la Loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée annuelle ou ordinaire des Actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix émises, quelles que soient la portion du capital représentée étant entendu que le vote favorable du Gérant Commandité est requis pour que les résolutions soient adoptées.

16.3 Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée peut être convoquée selon les formes statutaires ou légales. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des Actionnaires, les résolutions pour être valablement adoptées devront réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires présents ou représentés sous réserve de l'approbation du Gérant Commandité.

16.4 Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires (y compris le Gérant Commandité) et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

17. Présence et Représentation.

17.1 Toute Action, Action de Commandité ou Action de Commanditaire, comporte un droit de vote à chaque assemblée d'Actionnaires.

17.2 Toutes les Actions voteront comme une seule catégorie d'Actions, sauf pour la modification des statuts affectant les droits des diverses catégories. Les émissions de nouvelles Actions ne seront point considérées comme des modifications des Statuts, nécessitant un vote pour chaque catégorie d'Actions.

17.3 Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des Actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, par une autre personne désignée par écrit, incluant lettre, fax ou courrier électronique.

17.4 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Titre V. - Exercice social, Distribution des bénéfices

18. Exercice social.

18.1 L'exercice social de la Société commencera le premier février et se terminera le trente et un janvier de chaque année, à l'exception du premier exercice social qui commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.

19. Distribution des bénéfices.

19.1 Le bénéfice net de la Société, déterminé chaque année en conformité avec les clauses juridiques applicables et les principes de comptabilités, sera réparti comme suit:

19.1.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

19.1.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des Actionnaires décide de la répartition et de la distribution des bénéfices nets, soit en argent ou en nature et conformément aux dispositions de tout pacte d'actionnaire qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

19.2 Les distributions de dividendes seront proposées par le Gérant Commandité et approuvées par l'assemblée générale des Actionnaires.

19.3 Le Gérant Commandité peut décider de verser des acomptes sur dividendes conformément aux conditions prescrites par la loi et aux dispositions de l'article 19.1.2 ci-dessus.

Titre VI. - Dissolution, Liquidation

20. Dissolution, Liquidation.

20.1 La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant aux mêmes conditions de quorum et majorité que pour la modification des Statuts et dans les circonstances et conditions qui seront contenus dans tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

20.2 En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des entités légales) nommés par les Actionnaires qui vont déterminer leurs pouvoirs et compensations.

20.3 Après paiement de toutes dettes et charges de et contre la Société et des dépenses de liquidation, le bonus net de liquidation sera payé aux Actionnaires conformément aux règles de distribution prévues à l'article 19.1.2 ci-dessus et conformément aux dispositions de tout pacte d'actionnaires qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

Titre VII. - Loi applicable

21. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents Statuts sera réglé conformément à la Loi et tout pacte d'actionnaire qui sera conclu de temps à autre, entre, parmi d'autres, les actionnaires de la Société et la Société.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

	Actions de Commandité	Actions de Commanditaire
PEIF II SCA GP S.à r.l.	1	1
DeAM Infrastructure Limited		30.998
TOTAL OF SHARES	31.000	

Toutes les actions ont été libérées à hauteur de 25 pour cent, de sorte que la somme de 7.750 euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Première assemblée générale extraordinaire.

Les Actionnaires ci-dessus représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 2, boulevard Konrad Adenauer, L1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Sont appelés aux fonctions de membres du Conseil de Surveillance pour un mandat expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2012:

(a) Marion Fritz, née le 17 novembre 1978 à Völklingen (Allemagne), ayant son adresse au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

(b) Stephane Weyders, né le 2 janvier 1972 à Arlon (Belgique), ayant son adresse au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

(c) Michael Hemmer, né le 28 août 1976 à Bastogne (Belgique), ayant son adresse au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Constataion

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales ont été observées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Après lecture faite aux parties comparantes, connues du notaire par leurs noms, prénoms, statuts civils et résidences, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59063. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur ff. (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Référence de publication: 2011006834/743.

(110007640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2011.

C 2004, Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 65.348.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022956/9.

(110027757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

C 2004, Société Anonyme.

Siège social: L-6970 Oberanven, 25, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 65.348.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011022957/9.

(110027850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Dartford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 142.474.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023020/16.

(110027426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 139.982.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023021/16.

(110027427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Holding 11 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.080.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023022/16.

(110027556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Espace 2001 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5-7, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 43.724.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011023028/10.

(110027823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Weather Finance III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 147.312.

EXTRAIT

Par jugement du 10 décembre 2010, la "High Court of Justice, Chancery Division, Companies Court", sise à Londres, Royaume-Uni, a déclaré ouverte, en application de la loi anglaise et de l'article 3 du Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, une procédure d'insolvabilité dite "Administration" à l'encontre de la société à responsabilité limitée Weather Finance III S.à r.l. ayant son siège statutaire à L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll, mais dont le centre des intérêts principaux est situé au c/o Zolfo Cooper LLP, Toronto Square, Toronto Street, Leeds LS1 2HJ, Royaume Uni.

Ont été nommés syndics ("Joint Administrators"):

Monsieur Simon Jonathan APPELL, né le 16 juin 1964

Monsieur Alastair Paul BEVERIDGE, né le 23 novembre 1965 et

Monsieur Stuart Charles Edward MACKELLAR, né le 10 mars 1958

demeurant tous trois professionnellement au Royaume-Uni, London EC4M 7RB, 10, Fleet Street;

Les syndics sont chargés de gérer les affaires, l'activité et les biens de la société Weather Finance III S.à r.l. pour la durée de la procédure.

Les pouvoirs des syndics sont les suivants:

1) Pouvoir de prendre possession, de rassembler et d'entrer dans le patrimoine de la société et, à cette fin, de prendre les mesures qui lui paraîtront opportunes.

2) Pouvoir de vendre, ou de disposer par d'autres moyens du patrimoine de la société, qu'il s'agisse de vente aux enchères ou de contrat sous seing privé ou, en Écosse, de vendre, d'octroyer un bail perpétuel (feu), d'effectuer une cession sous contrat de louage ou tout autre mode de cession du patrimoine de la société dans le cadre d'une transaction publique ou privée.

3) Pouvoir de lever ou d'emprunter des fonds et, partant, de constituer une sûreté sur le patrimoine de la société.

4) Pouvoir de nommer un avocat, un comptable ou toute autre professionnel qualifié qui l'assiste dans l'exécution de ses fonctions.

5) Pouvoir de saisir la justice, d'introduire d'autres voies de droit ou d'assurer sa défense, au nom et dans l'intérêt de la société.

- 6) Pouvoir de solliciter un arbitrage pour tout problème concernant la société.
- 7) Pouvoir de contracter des assurances en relation avec l'activité et le patrimoine de la société.
- 8) Pouvoir d'utiliser le cachet (seal) de la société.
- 9) Pouvoir d'effectuer toutes démarches et de signer tous actes, accusés de réception ou autres documents au nom et pour le compte de la société.
- 10) Pouvoir de rédiger, accepter, effectuer et endosser des lettres de change ou des billets à ordre au nom et pour le compte de la société.
- 11) Pouvoir de nommer un agent afin qu'il exécute toutes démarches qu'il ne serait pas en mesure d'effectuer lui-même ou qui le seraient plus facilement par un agent, et pouvoir de recruter et de licencier des employés.
- 12) Pouvoir d'effectuer toutes démarches (y compris l'accomplissement de travaux) nécessaires à la liquidation du patrimoine de la société.
- 13) Pouvoir d'effectuer les paiements nécessaires ou annexes à l'exécution de ses fonctions.
- 14) Pouvoir de diriger les affaires de la société.
- 15) Pouvoir de constituer des filiales de la société.
- 16) Pouvoir de transférer aux filiales de la société la totalité ou une quelconque partie de l'activité ou du patrimoine de celle-ci.
- 17) Pouvoir de garantir ou d'accepter la résiliation (surrender) d'un bail ou d'un contrat de location d'un bien de la société, et de contracter un bail ou un contrat de location concernant tout bien nécessaire à l'activité de la société ou la facilitant.
- 18) Pouvoir de prendre des dispositions ou de conclure des accords au nom de la société.
- 19) Pouvoir de requérir le paiement de tout capital impayé de la société.
- 20) Pouvoir de déclarer la faillite, l'insolvabilité, la mise sous séquestre ou la liquidation de toute entité endettée vis-à-vis de la société et de recevoir des dividendes, ainsi que d'accéder aux actes de fiducie au nom des créanciers de ladite entité.
- 21) Pouvoir de soumettre ou de contester une demande de liquidation de la société.
- 22) Pouvoir de changer l'adresse du siège social de la société.
- 23) Pouvoir d'exécuter toutes autres démarches annexes à l'exercice des pouvoirs ci-dessus.

Une copie du jugement du 10 décembre 2010 ainsi qu'une traduction en français sont déposées ensemble avec le présent avis au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011018801/65.

(110006501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Euroinvest (Hungary 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 70.927.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug

Es erhellt aus einer Urkunde aufgenommen durch den zu Luxemburg residierenden Notar Gérard LECUIT, am 21. Januar 2011, einregistriert in Luxembourg Actes Civils, am 26. Januar 2011, Relation: LAC/2011/4222,

dass laut Beschluss der Gesellschafterversammlung der Aktionäre die Liquidation der Gesellschaft EUROINVEST (HUNGARY 1) S.à r.l., mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer, abgeschlossen ist und dass die Gesellschaft nicht mehr besteht.

dass die Geschäftsdokumente während fünf Jahren in L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer hinterlegt und aufbewahrt werden.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 14. Februar 2011.

Référence de publication: 2011023029/18.

(110027421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Evimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 71.500.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 31 janvier 2011 que:

- M. Jozef FRANKO n'a pas été reconduit dans sa fonction d'administrateur.
- A été élue aux fonctions d'administrateur en remplacement de l'administrateur sortant:
 - * Madame Marie-Laure AFLALO, administrateur de société, née le 22/10/1966 à Fes (Maroc), demeurant professionnellement au 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.
- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:
 - * Monsieur Albert AFLALO;
 - * Monsieur Patrick AFLALO.
- A été réélue au poste de Commissaire aux comptes:
 - * Montbrun Révision Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 67.501, et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, «Le Dôme» Espace Pétrusse – 2, Avenue Charles de Gaulle.
- Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2017.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011023034/23.

(110027943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Evimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 71.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023035/10.

(110027944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

F. Deltgen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 428, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 49.435.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 15 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011023036/10.

(110027824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Episo Heathrow S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 143.573.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023024/16.

(110027428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Jeeves S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 140.657.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, Gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023025/16.

(110027558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Holding 14 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.081.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023023/16.

(110027557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EPISO Office 12 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.038.

I. Suite au conseil de gérance tenu en date du 26 janvier 2011, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2011.

II. L'adresse de l'associé EPISO Luxembourg Holding S.à.r.l. a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

III. L'adresse d'Yves Barthels, gérant A, a changé et est désormais au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011023026/15.

(110027429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.
